

Condamnés à la méfiance en Palestine

Étant donnés les antécédents et les lignes rouges qu'aucun des deux camps ne va franchir, il semble hasardeux de supposer que les stipulations accordées lors de la trêve seront respectées.

Jesús A. Núñez Villaverde

En principe, une trêve qui puisse faire taire les armes est une bonne nouvelle. Et il y a lieu d'en dire de même de la trêve qui, 50 jours après, a mis fin à l'opération israélienne « Bordure protectrice ». Dans tous les cas, au vu des antécédents qui s'accumulent après six guerres et deux Intifada – auxquelles il faut ajouter les opérations israéliennes de punition contre Gaza, « Plomb Durci » (2008) et « Pilier de Défense » (2012) –, il semblerait hors propos que de crier victoire sur les toits en l'interprétant comme un pas décisif vers la paix en Palestine. Une précaution essentielle et une certaine méfiance s'imposent, forcément, au moment d'analyser ce qui a été accordé entre Israël et l'Autorité palestinienne (AP), avec la traditionnelle médiation égyptienne, et, encore plus, lorsque l'on tente d'imaginer ce qui pourrait arriver dès maintenant.

En premier lieu, il convient de souligner les déclarations inappropriées des deux camps clamant victoire. Avec plus de 2 000 victimes mortelles, environ 400 000 personnes déplacées (sur un total de 1,7 millions d'habitants sur la bande de Gaza), des milliers de logements détruits et des infrastructures civiles en tout genre démolies, parler de victoire représente un contresens. Les porte-paroles d'Israël et du Hamas semblent coincés dans un scénario rigide qui les conduit à proclamer des choses inexistantes, pour la simple raison qu'aucun d'entre eux, comme on a déjà pu le constater par trois occasions, n'est en mesure de détruire définitivement son adversaire. Quoi qu'il en soit, tous deux sont toujours plongés dans une dynamique de violence récurrente qui aboutit périodiquement au même point : mort de civils innocents, violations du droit international, critiques internationales, pétitions de retenue aux deux parties et négociations contre la montre pour arriver à un accord sur une cessation précaire des hostilités. Et ainsi de suite jusqu'au suivant éclat.

Comme nous avons pu voir précédemment, et de façon simultanée, nous avons assisté aux combats sur terre, mer et air et aux courses-poursuites des négociateurs. Sur le terrain militaire, Israël a eu recours aux armes jusqu'à ce qu'il ait considéré avoir réussi, du moins, à réduire la menace jusqu'à un niveau acceptable. Plus que

conscient du fait que pour éliminer définitivement le Hamas, il lui faudrait envahir et réoccuper complètement la bande de Gaza – ce qui est exclu de ses calculs, étant donnée l'énorme charge économique et sociopolitique que cela supposerait pour les gouvernants actuels –, Israël a choisi une fois de plus une stratégie qui se limite à frapper le plus durement possible pendant le laps de temps limité que lui octroie la couverture politique de Washington, jusqu'à ce que la machinerie, toujours lente, de l'ONU et la pression internationale finissent par imposer une nouvelle trêve temporaire. Ainsi, ses objectifs se centrent sur la réduction de la capacité opérative du Hamas – ce qui inclut ses systèmes de commandement et de contrôle, son arsenal et la disponibilité de tunnels vers le territoire israélien. L'incursion terrestre a représenté une autre phase de cette stratégie, pour achever le travail réalisé initialement par les bombardements aériens et navals et le feu d'artillerie, en calibrant quotidiennement le niveau de pénétration dans des zones urbaines pour obtenir un plus grand niveau de démantèlement de l'infrastructure de ses ennemis, sans s'exposer à souffrir plus de pertes ou à la possibilité qu'un de leurs soldats soit capturé.

De son côté, le Hamas a démontré à nouveau sa capacité à se réarmer après les dommages soufferts en 2012, ce qui invalide les efforts aussi bien du Tsahal que des services d'intelligence israéliens (qui se traduisent même par des frappes chirurgicales jusqu'au Soudan) pour empêcher l'arrivée de roquettes sur la bande. Quoi qu'il en soit, et malgré les 71 morts israéliens qui indiquent un accroissement notoire de la capacité de combat du Hamas, il est évident qu'il n'a pas réussi, ni avec ses commandos ni avec ses roquettes, à perturber sérieusement la vie israélienne, et encore moins à modifier le cours de sa stratégie des faits accomplis, pour finir par dominer de façon effective toute la Palestine utile. À partir de cette constatation, et étant donnée la remarquable efficacité du système antimissiles israélien (on estime qu'au moins 85 % des plus de 1 800 roquettes lancées ont été interceptées), on peut conclure que le Hamas va tenter dans un futur immédiat d'ajouter aux



Des enfants palestiniens assistent à une manifestation demandant la fin du blocus d'Israël, qui s'est tenue dans la bande de Gaza. Port de Gaza, le 8 septembre 2014. /SAID KHATIB/AFP/GETTY IMAGES

roquettes iraniennes Fajr-5 et syriennes Khaibar M-302 d'autres engins de plus grande portée et précision. De la même façon, il est prévisible qu'il active à nouveau ses miliciens pour effectuer des actions (enlèvements et/ou attentats) sur le territoire israélien.

Dans le domaine diplomatique, les jours passant ont dilué les propositions des médiateurs tels que la Turquie ou le Qatar, alors que l'Égypte assumait à nouveau son rôle d'unique médiateur opératif. C'est ce qu'ont reconnu aussi bien le secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, tous deux en déplacement au Caire pour impulser un quelconque accord. Et c'est ainsi, bien que sans la confiance d'autrefois, que le Hamas a aussi dû l'assumer, même en sachant que ce qui provient du Caire (après l'irruption sur scène du président Abdel Fatah al Sissi) tend à être plus sensible aux requêtes israéliennes qu'à celles du Mouvement de Résistance Islamique. Le président palestinien lui-même, Mahmoud Abbas, qui a pu cette fois-ci jouer un plus grand rôle après son entretien à Doha avec le principal leader du Hamas, Khaled Mechaal, s'est aligné dans ce sens.

Bien qu'au début le Hamas ait rejeté les propositions de cessez-le-feu, car selon eux, le Caire ne les avait même pas consultés, ils étaient conscients de leur faiblesse dans la négociation. Malgré le fait que le Hamas ait traditionnellement respecté les trêves établies jusqu'à aujourd'hui, il est évident que dans sa situation actuelle de faiblesse politique et d'isolement croissant (sans l'appui de l'Égypte et avec l'Iran qui se montre de plus en plus réticent à ses tentatives de rapprochement actuelles), il ne dispose pas du poids politique suffisant pour faire en sorte que ses pétitions soient entendues sur les tables de négociations.

La position d'Israël

Sans jamais oublier cette différence de forces et d'appuis, la seule chose obtenue pour l'instant est une simple cessation des hostilités. Étant donnés les antécédents dans les deux camps et les lignes rouges qu'aucun d'entre eux ne va franchir, à moins que leurs dirigeants ne décident de se suicider politiquement, il serait hasardeux de supposer que les principales stipulations accor-

dées seront respectées. En premier lieu, il n'est pas réaliste d'imaginer qu'Israël (et l'Égypte) va effectivement lever complètement le siège de la bande de Gaza, en permettant le libre mouvement de personnes et de marchandises ; même si ce n'est que pour ne pas contribuer au renforcement du Hamas (qui « vendrait » politiquement cette avancée comme une victoire de sa part) et pour éviter qu'une partie des matériels introduits ne soit employée pour la reconstruction de tunnels qui puissent atteindre le territoire israélien. On ne peut pas non plus espérer que le gouvernement israélien libère les prisonniers palestiniens qui s'amoncellent dans ses prisons (aussi bien ceux qui devaient encore être libérés selon l'accord pour la libération du soldat Ghilat Shalid, comme ceux arrêtés après l'enlèvement des trois jeunes israéliens en juin dernier). On peut douter de même, dans le sens contraire, de la démilitarisation du Hamas (et des autres groupes armés opératifs de Gaza), étant donné que leurs dirigeants savent bien que cela les désarmerait politiquement et militairement, sans aucun recours alternatif auquel ils pourraient rêver pour faire pression sur Israël.

Si aucune de ces conditions n'est remplie – et tout semble indiquer qu'il en sera ainsi – il est facile d'imaginer que les deux parties peuvent à n'importe quel moment bloquer le rapprochement, en empêchant l'ouverture d'un nouveau processus de négociation, comme il est prévu en principe. Mais, comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement israélien s'est déjà chargé de mettre des bâtons dans les roues d'un exercice diplomatique toujours précaire, avec des décisions très négatives comme la mise en place d'un processus pour confisquer 400 hectares de terrain dans le voisinage de la petite colonie de Gva'ot (dans les environs de Goush Etzion, au sud de Jérusalem). Avec un tel geste, Netanyahu prétend, en premier lieu, récupérer les sympathies du puissant groupe de pression des colons et des ultra orthodoxes. Mais cela lui sert aussi à montrer son pouvoir, en dédaignant Washington et ses plus fidèles alliés internationaux qui, politiquement impuissants, se limitent à déclarer leur contrariété en ce qui concerne cette initiative qui fait obstacle à toute solution au problème, sans adopter de mesures effectives face à ce qui ne peut être perçu que comme une nouvelle violation du droit international. Qui plus est, cela lui sert de même à « lâcher » Mahmoud Abbas, juste au moment où le raïs palestinien s'efforce désespérément à convaincre son audience sur le fait qu'il a obtenu l'engagement du gouvernant israélien, au sujet de la création d'un État palestinien sur les frontières de 1967.

Le côté palestinien

Arrivés à ce point, alors que rien ne menace le poste de Netanyahu à court terme, la situation est très différente pour les Palestiniens. Abbas n'a pas seulement épuisé formellement son mandat il y a presque cinq ans, il est aussi quotidiennement ignoré par les gouvernants israéliens, et critiqué internement

pour son incapacité à améliorer ne serait-ce que légèrement le niveau de bien-être des Palestiniens et à donner vie à un État palestinien. De son côté, le Hamas continue à s'accrocher à une légitimité électorale qui date de 2006 (sans que les électeurs aient eu depuis lors l'occasion de se manifester), soumis à une progressive érosion internationale (identifié comme un groupe terroriste par Washington et Bruxelles et sans l'appui que lui prêtaient les Frères musulmans égyptiens) et interne (avec une population obligatoirement soumise à son dictat et directement punie en conséquence de ses actions). Dans ces conditions, on ne peut considérer que l'accord établi en avril dernier pour la constitution d'un gouvernement d'unité, qui devait organiser des élections présidentielles et législatives dans un délai de six mois, s'accomplira sans accroc.

Finalement, il reste à savoir comment affronter la reconstruction de Gaza. La première inconnue qu'il faut résoudre est le volume des ressources que les participants de la Conférence des donateurs prévue sont prêts à mobiliser. Depuis le début des Accords d'Oslo les convocations internationales conçues dans un but semblable (en incluant la Cisjordanie) sont innombrables et, vues dans leur ensemble, le bilan qu'elles présentent est nettement négatif.

Le problème principal n'est pas l'écart notable entre ce qui est promis à chaque conférence et ce qui est finalement versé, ni le fait que l'un des principaux piliers que les promoteurs soulignent maintenant soit l'implication du secteur privé (comme si les entrepreneurs et les investisseurs internationaux se hâtaient pour intervenir sur la bande de Gaza). Le fait est que quel que soit l'effort réalisé, tout dépend finalement de la volonté des gouvernants israéliens de permettre que les dons arrivent jusqu'à leurs bénéficiaires potentiels. Le blocus par terre, mer et air de marchandises dans les passages contrôlés par Israël, les retards dans le transfert de fonds que Tel Aviv doit réaliser obligatoirement à l'AP selon les accords signés, les dommages provoqués systématiquement par Israël sur le Territoire Occupé Palestinien, et beaucoup d'autres facteurs résultant du désir israélien d'étouffer l'avenir de leurs voisins, sont des faits quotidiens qui finissent par provoquer le gaspillage de fonds, l'aggravation de la dépendance palestinienne de l'aide internationale (avec le conséquent corollaire de corruption et inefficacité) et des transferts obligés de fonds conçus pour l'investissement et le développement vers la simple aide humanitaire.

En même temps, le concept même de reconstruction ne semble pas adéquat lorsqu'il s'applique à un territoire qui se trouvait déjà avant ce dernier éclat de violence dans une situation de désastre total sans palliatifs. Si reconstruire signifie revenir à ce même point, nous nous retrouverions à nouveau à la case départ d'un processus qui n'avance pas depuis des dizaines d'années. Ce n'est pas par caprice que l'UNRWA soutient que dans les conditions actuelles il faudrait 18 ans pour reconstruire la bande de Gaza. Disposons-nous de ce temps-là ? ■